

Le 9 octobre, On y va tous ensemble

Les salarié-es encaissent les mauvais coups depuis plusieurs décennies.

Baisse des cotisations sociales et donc, de notre salaire ; attaques contre le pouvoir d'achat des retraités et des actifs, démantèlement de nos services publics et de nos industries, la précarité devient la norme, augmentation du temps de travail, casse des dispositifs sociaux pour protéger les victimes du chômage organisé, etc.

C'est l'austérité qui impacte notre vie alors que les dividendes n'ont cessé d'augmenter et que les plus riches s'engraissent sur notre dos.

Après les différentes « réformes » des gouvernements, Macron veut s'attaquer à notre bien commun : la Sécurité Sociale pour la « donner » à terme aux assurances privées.

Pour faire accepter ce bouleversement social, le gouvernement fait croire à d'hypothétiques gains salariaux au travers de la baisse des cotisations. Ce sont les cotisations qui font ce qu'est la sécurité sociale. Nos aînés l'avaient bien compris à l'issue de la guerre en lançant le programme du Conseil National de la Résistance avec pour concept : chacun cotise selon ses moyens et en bénéficie selon ses besoins.

Pour tout le monde du travail, c'est ceinture !

Nous sommes face à une véritable remise en cause de notre modèle social. Il est urgent de réagir et de se mobiliser !

Les inégalités : ça suffit !!!!!!!!!!!

Pendant que le monde du travail subit l'austérité et ses conséquences, les riches et les puissants reçoivent cadeaux sur cadeaux.

2018 sera un nouveau cru d'excellence des dividendes avec une hausse de 7,7 % qui suit 2017, année record.

La France figure au TOP 3 du palmarès des taux de rentabilité du capital et verse plus de 10 % du total mondial des dividendes à ses actionnaires.

Certaines entreprises du CAC 40 profitent des facilités des Ordonnances Macron pour licencier à outrance :

Quelques exemples de prévisions de licenciements ou de suppressions de postes :

Airbus : 470 ; Axa : 160 ; BNP Paribas : 5 000 ; Engie : 2 500 ; Michelin : 1 500 ; PSA : 2 200 ; Sanofi : 657 ; Schneider Electric : 150 ; Société Générale : 2 135 ; Veolia : 572.



- Les dividendes versés au deuxième trimestre se situent aux alentours de 50 milliards, l'augmentation atteint 23,6%.

Pendant que Macron et son gouvernement rognent ici 5€ sur les APL, là 150 € sur les petites retraites, et que d'autres continuent de s'enrichir comme le président de LVMH qui gagne 770 € par seconde.

Le 9 octobre, on y va tous ensemble !!!!!!!

Il est nécessaire que chaque salarié-e prenne son avenir en mains pour une société plus juste.

Il est donc temps de faire converger ces luttes vers un grand mouvement social interprofessionnel, porteur d'émancipation, de progrès et de justice sociale.





**L'augmentation
du pouvoir d'achat
pour toutes et tous !**

LA CGT revendique :

- Le Smic à 1 800 €
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- La garantie à la retraite d'un revenu de remplacement avec un taux de 75% minimum et en aucun cas inférieur au SMIC
- Le retrait de l'augmentation de la CSG
- Le doublement du salaire au cours de la carrière



**Un emploi de qualité pour
toutes et tous !**

LA CGT revendique :

**Le droit à un travail digne et reconnu, pour
toutes et tous dans une société solidaire**

- La mise en place du Statut du Nouveau Travail Salarié garantissant un CDI ou un emploi statutaire à temps complet pour toutes et tous avec des droits transférables
- Le droit à une protection sociale solidaire, généralisée et de haut niveau tout au long de sa vie
- L'égalité des droits entre les salariés des entreprises sous-traitantes et donneuses



**Des Services Publics,
Partout, pour tous !**

LA CGT revendique :

**Des Services Publics et des entreprises
publiques répondant aux attentes et aux
besoins de la population et donc à l'intérêt
général avec :**

- Le droit à l'éducation et à la formation, à l'action sociale et à la santé, à un emploi décent, à la justice et à la sécurité, au logement, aux transports, à l'énergie et à l'eau, à la culture, à l'information et à la communication
- Le maintien des statuts particuliers et du statut général des fonctionnaires et des entreprises publiques



**Des garanties collectives
de haut niveau !**

LA CGT revendique :

- Le respect de la hiérarchie des normes et du principe de faveur
- Le droit à la retraite pour toutes et tous les salarié-es dès l'âge de 60 ans et le droit de partir plus tôt et à taux plein pour les métiers pénibles et astreignants
- Le droit pour tous les salarié-es à une représentation collective quels que soient leurs statuts, l'entreprise et sa taille
- Le droit de véto pour les représentants du personnel sur certains projets



Le jeudi 9 octobre 2018

Préparons la riposte et faisons aboutir nos revendications